

DOSSIER DE DEMANDE DE RESERVE PARLEMENTAIRE

PROCEDURE 2015 POUR PROJETS REALISES EN 2016

LISTE DE VERIFICATION

Le demandeur doit s'assurer que toutes les conditions ci-dessous sont vérifiées avant envoi de son dossier. Elles sont toutes obligatoires. En cas de non respect de ces conditions, la demande ne pourra être enregistrée.

- » La demande concerne un projet qui sera **réalisé en 2016**
- » **Pour les collectivités** : la demande concerne uniquement de l'**investissement**
- » **Pour les associations** : la demande concerne de l'**investissement ou le financement d'une action spécifique** (pas le fonctionnement même de l'association : salaires, loyers, etc.)
- » Le montant demandé **est inférieur à 50% du montant HT** du coût du projet
- » **Tous les tableaux** et les champs obligatoires sont dûment **complétés**

A remplir par le demandeur (vérifier chaque critère et cocher la case correspondante)	Réservé au traitement du dossier
☐	☐
☐	☐
☐	☐
☐	☐
☐	☐

Le demandeur (nom de la structure) : _____
pour le projet (nom du projet) : _____
- s'engage à **ne pas réaliser les travaux financés avant acceptation finale** du dossier par le ministère concerné
- s'engage à fournir un **rapport** d'utilisation du financement et un **compte-rendu** de l'action
- accepte que tous les éléments fournis relatifs au projet puissent être **rendus publics et publiés**
Fait à : _____ Le : ____ / ____ / 2015
Signature et tampon : _____

Il est désormais possible de saisir les demandes de réserve parlementaire en ligne à l'adresse suivante :
<http://isabelleattard.fr/blog/reserve-parlementaire-2015/>

Au format papier, le dossier complet doit être renvoyé par courrier postal au 18 rue des bouchers 14400 BAYEUX avant le 31 août 2015 (cachet de la poste faisant foi).

Cadre réservé au traitement du dossier

☐ Dossier complet
A Bayeux, le ____ / ____ / 2015 Signature : _____

Cette page fait office d'accusé de réception de votre demande. Elle vous sera renvoyée suite à la **réception et au contrôle de votre dossier**. Vous devrez la conserver comme justificatif d'enregistrement de votre demande.

1- PRESENTATION DU DEMANDEUR ET DU PROJET

Tous les champs sont obligatoires

LE DEMANDEUR	
Dénomination de la structure	
Adresse	
Code Postal	
Commune	
Téléphone	
Courriel	

Nom et prénom du représentant légal de la collectivité ou de l'association	
Fonction	

Extrait des statuts (objet de l'association) <i>Pour les associations uniquement</i>	
--	--

La collectivité/association a-t-elle déjà bénéficié de la réserve parlementaire ? ☐ OUI ☐ NON

Si oui, quelle année ? _____ Quel était le montant de la subvention attribuée ? _____ €

Attention, une structure pourra bénéficier de la réserve parlementaire au maximum deux fois au cours de la mandature (2012-2017).

LE PROJET	
Présentation du projet (description de l'action ou du projet d'investissement et de ses objectifs)	
Public(s) visé(s) (type, nombre)	
Zone géographique concernée (commune, département, région, autre territoire ?)	
Date prévisionnelle de début de réalisation des travaux ou de l'action (la date doit impérativement être en 2016)	

2- PRESENTATION DU BUDGET PREVISIONNEL

Rappel : le montant total des subventions à attribuer au titre de la réserve parlementaire est de 130 000 € chaque année. 117 000 € sont consacrés à des projets de collectivités ou d'associations locales et 13 000 € dédiés à des associations à dimension nationale.

POUR LES COLLECTIVITÉS tous les montants doivent être hors taxes (HT)

Montant total de l'investissement = _____ € HT

Montant de subvention demandé = _____ €

La subvention demandée correspond donc à _____ % du montant total de l'investissement (le % doit être inférieur à 50 %).

POUR LES ASSOCIATIONS

Budget total annuel (estimation) = _____ €

Montant total du projet ou de l'action = _____ €

Montant de subvention demandé = _____ €

La subvention demandée correspond donc à _____ **% du montant total du projet (le % doit être inférieur à 50 %).**

BUDJET DETAILLÉ ESTIMATIF DE L'INVESTISSEMENT OU DE L'ACTION			
DÉPENSES	Montants <i>hors taxes pour les collectivités</i>	FINANCEMENTS autres subventions espérées, autofinancement	Montants <i>hors taxes pour les collectivités</i>
Total en € =		Total en € =	

3- MOTIVATIONS

Défendez votre projet en quelques lignes...

4- TABLEAU DES VALEURS

Ce tableau vous permet de présenter votre projet en fonction des **valeurs** que la députée souhaite voir privilégiées dans l'attribution des subventions. Cette grille de lecture aidera le jury dans sa prise de décision. Toutes les cases ne doivent pas forcément être remplies. Les réponses doivent être concises et pertinentes.

	Description des actions ou travaux concernés par les VALEURS listées
SOLIDARITÉ & HUMANISME - l'insertion par l'activité et par le rétablissement des liens sociaux - la lutte contre la précarité et l'exclusion - la valorisation du bénévolat - la connaissance et protection des biens communs	
TRANSMISSION & PARTAGE - la pédagogie - le lien intergénérationnel - le métissage culturel - la mutualisation et l'esprit coopératif - le logiciel libre	
ÉGALITÉ & TRANSPARENCE - égalité entre hommes et femmes - égalité des territoires - accessibilité - mise à disposition des données publiques - innovation démocratique	
RESPECT & PROTECTION - de la biodiversité - des données personnelles et de la vie privée - des espaces de vie (privé, partagé, professionnel) - de la liberté d'expression - des ressources	
CRÉATIVITÉ & INNOVATION - le courage - l'originalité - l'audace - le rêve...	

5- TABLEAU DES THÈMES

Ce tableau vous permet de présenter votre projet en fonction des **thèmes** que la députée souhaite voir privilégiés dans l'attribution des subventions. Cette grille de lecture aidera le jury dans sa prise de décision. Toutes les cases ne doivent pas forcément être remplies. Les réponses doivent être concises et pertinentes.

	Description des actions ou travaux concernés par les THÈMES listés
ÉDUCATION - éducation populaire - formation tout au long de la vie - promotion des pratiques citoyennes et écologiques - mutualisation et vulgarisation des savoirs - expérimentation pédagogique	
ANIMATION DU TERRITOIRE - création et renouveau d'événements et festivals - sport pour tous - mobilité douce - sauvegarde et valorisation du patrimoine historique et naturel	
RÉDUCTION DE L'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT - protection et gestion des ressources, lutte contre le gaspillage - réduction et gestion des déchets - développement et promotion des énergies renouvelables - développement de solutions alternatives à la voiture	
PRISE EN COMPTE DES PROBLÉMATIQUES SOCIALES - réinsertion professionnelle - amélioration quantitative et qualitative des structures d'accueil pour la petite enfance - lutte contre les logements indignes - prévention de la perte d'autonomie	
ÉCONOMIE LOCALE - développement des circuits courts et de l'économie circulaire - mise en réseau - économie sociale et solidaire - valorisation de ressources locales (intellectuelles, matérielles,...)	

MODE D'EMPLOI DU DOSSIER DE DEMANDE

Le présent dossier de demande est conçu comme un outil permettant au jury citoyen chargé d'attribuer la réserve parlementaire d'étudier efficacement et en toute transparence l'ensemble des demandes de subvention envoyées à Isabelle ATTARD. Il a pour vocation de leur apporter toutes les informations nécessaires à la prise de décision. Etant donné le nombre important de demandes reçues, il doit être rempli de manière concise et précise.

Page 1 VÉRIFICATION & ACCUSÉ DE RÉCEPTION

Cette première page permet de vérifier la conformité du dossier, par le demandeur avant envoi, puis par le bureau d'Isabelle ATTARD avant enregistrement. Elle fait aussi office de récépissé de réception de la demande et sera renvoyée suite au contrôle du dossier. En cas de non conformité, les raisons seront clairement spécifiées. Cette page devra être conservée comme justificatif d'enregistrement du dossier. La référence attribuée, donnée en haut à droite de la page, devra être rappelée lors de tout échange avec le bureau d'Isabelle ATTARD, que ce soit par courrier, mail ou téléphone.

Page 2 PRÉSENTATION DU DEMANDEUR ET DU PROJET

Ce tableau permet de récapituler l'ensemble des informations relatives au demandeur et de donner une description succincte de l'action ou du projet d'investissement. Tous les champs sont obligatoires. Plus les réponses seront précises et concises, plus le travail du jury en sera simplifié.

Page 3 PRÉSENTATION DU BUDGET PREVISIONNEL

Le demandeur doit présenter de manière claire et détaillée les aspects financiers de son projet. Ces éléments peuvent être des estimations mais doivent être le plus crédibles et cohérentes possibles. Outre le montant de subvention demandé et le montant total du projet, il est nécessaire de détailler les dépenses et les sources de financement déjà obtenues ou espérées, son autofinancement, etc. Attention, pour les collectivités, les montants doivent être donnés hors taxes (HT).

Page 4 MOTIVATIONS

Tout est dit dans le titre. C'est le moment de convaincre le jury, de faire passer LE message que vous n'avez pas pu exprimer dans le reste du document.

Page 5 TABLEAU DES VALEURS

Le demandeur est invité à préciser à quelles valeurs son projet correspond, parmi celles listées. Il est primordial d'explicitement clairement quels sont les aspects du projet concernés et de pondérer. En effet un projet peut par exemple être exemplaire sur l'aspect SOLIDARITE & DIGNITE, être très original (CREATIVITE & INNOVATION) et comprendre un petit volet information du public qui le fait aussi rentrer dans la case TRANSMISSION & PARTAGE mais dans une moindre mesure.

Page 6 TABLEAU DES THÈMES

Dans ce tableau, le demandeur est invité à préciser les thèmes concernés par son projet. De la même manière que pour les valeurs, il est conseillé d'être précis et concis. En effet, étant donné le nombre de dossiers à traiter, cela sera très apprécié par le jury.

PROCÉDURE D'ATTRIBUTION DE LA RESERVE PARLEMENTAIRE

Présentation du fonctionnement général de la réserve parlementaire

Dans chaque circonscription, les demandes de réserve parlementaire doivent être envoyées au député avant la date limite de dépôt (voir le calendrier ci-dessous) qui peut varier d'un député à l'autre selon la procédure mise en place. Après étude de chaque demande, le député décide ou non de la soutenir et du montant approprié de la subvention, suivant des critères qu'il détermine de manière totalement indépendante. En octobre, les demandes retenues sont transmises au groupe politique auquel appartient le député et font l'objet d'un premier traitement administratif avant envoi aux ministères concernés. Lors du vote de la loi de finance en décembre, chaque ministère détermine l'enveloppe attribuée à la réserve parlementaire, et inscrit ou non le financement des différentes opérations à son budget. Courant janvier, le rapporteur général de la commission des finances de l'Assemblée notifie au député l'inscription au budget de la subvention de chaque opération. Le député transmet alors le courrier au demandeur. Afin d'obtenir le déblocage des fonds par le ministère, le demandeur doit constituer un nouveau dossier de demande de subvention (voir détails ci-dessous) et le transmettre directement au ministère par voie postale avant la date limite spécifiée sur le courrier du rapporteur.

Présentation de la procédure d'attribution mise en place par Isabelle ATTARD

Objectifs

Afin de **garantir transparence et équité, écarter tout soupçon de clientélisme et donner du sens à la réserve parlementaire**, Isabelle ATTARD a souhaité, dès 2013, mettre en place un fonctionnement innovant. L'objectif était d'orienter l'investissement vers des projets allant dans le sens du modèle de société défendu par son parti politique tout en déléguant l'attribution des 130 000 € à un jury.

Un jury indépendant ...

L'attribution des subventions est confiée à un **jury indépendant** de 9 personnes tirées au sort parmi des volontaires. Toute personne majeure, habitant le Calvados et ne déposant pas demande de subvention, est donc invitée à **poser sa candidature avant le 31 mai 2015**. Pour cela, il suffit de remplir et envoyer à la permanence parlementaire la fiche de candidature disponible sur isabelleattard.fr ou à la permanence parlementaire ou de remplir le formulaire directement en ligne à l'adresse suivante :

<http://isabelleattard.fr/blog/jury-citoyen-2015/>

Comme chaque année, le tirage au sort sera effectué mi juin en public à Bayeux. Afin d'avoir un jury le plus représentatif possible de la population, nous demandons aux candidats de préciser leurs domaines d'activité parmi 9 catégories. Un candidat peut cocher plusieurs cases. Les candidatures seront ensuite réparties de manière la plus équilibrée possible parmi ces 9 catégories. Un juré sera tiré au sort dans chacune d'entre elle. Pour les retraités et les demandeurs d'emploi, il est possible de candidater dans un des domaines correspondant à un statut passé.

... doté d'une feuille de route et d'une grille de critères

Mme ATTARD ne prend pas part au choix des projets subventionnés. Par contre, elle a défini une **feuille de route** précise et un ensemble de critères qui permet au jury d'évaluer le plus objectivement possible la qualité et l'intérêt des demandes.

Proposée par Isabelle ATTARD au jury pour l'accompagner et le guider dans son travail, la feuille de route est formalisée par les 2 tableaux donnés pages 5 et 6 de ce dossier. Ils détaillent les **6 valeurs** et les **5 thèmes** qu'elle souhaite voir privilégiés dans l'attribution des subventions.

Il est primordial que les demandeurs remplissent **clairement** et de manière pertinente ces 2 tableaux qui serviront de grilles de lecture au jury. Le jury souverain, **totalement indépendant dans son jugement**, devra analyser le contenu des dossiers et déterminer quels projets répondent au mieux au cahier des charges fixé par la députée.

Pour cela, le jury devra juger chaque dossier selon les **6 critères** listés ci-dessous. Chaque critère est pondéré par la députée en fonction de ceux qui lui semblent prioritaires.

Le respect des valeurs / 3
L'originalité / 1

Le respect des thèmes / 2
L'exemplarité / 1

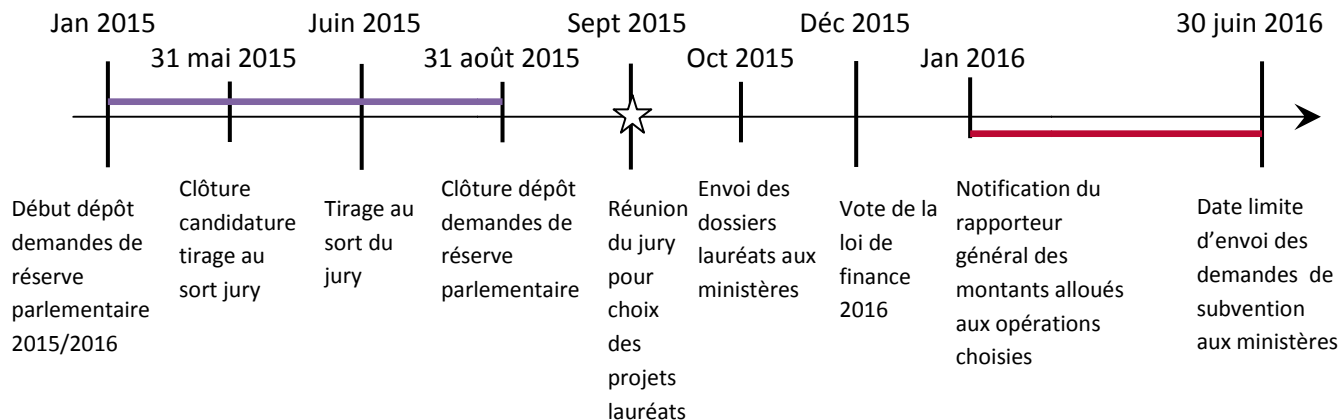
L'intérêt général / 2
La pertinence budgétaire / 1

Cela donne à chaque projet **une note indicative globale sur 10** qui détermine de manière transparente quels sont les projets qui sortent du lot. La notation est un exercice difficile, surtout avec une grande quantité de dossiers. Elle n'est qu'une aide à la décision. Chaque Juré doit surtout être en mesure de justifier son choix de manière argumentée. Les 9 jurés auront probablement des avis divergents car ce système leur laisse une grande liberté de jugement. Une grande place sera donc laissée à la **délibération avec pour objectif final, le consensus**.

Autre contrainte imposée au jury, sur les 130 000 €, **117 000 € devront être consacrés à des projets locaux et 13 000 € à des projets nationaux**.

Le calendrier

Afin de permettre au jury de statuer dans les délais imposés par l'Assemblée nationale, la **date de clôture de dépôt des demandes est fixée au 31 août 2015**. Le jury se réunira courant septembre (dates à fixer) afin de déterminer quels seront les projets subventionnés. Au moins deux réunions seront nécessaires.



Les lauréats

Tous les demandeurs recevront courant octobre un courrier leur notifiant le choix du jury. La liste des projets retenus sera publiée avec les montants de subvention alloués.

Le dossier de demande à envoyer au ministère désigné

Le présent dossier est une sorte de pré-demande. En effet, suite à la réception de la lettre d'acceptation du rapporteur général de la commission des finances (courant janvier 2016), **un nouveau dossier de demande de subvention devra être envoyé au ministère concerné en suivant précisément la procédure spécifiée dans la lettre**.

Ce dossier ne devra pas être envoyé au député, mais envoyé directement au ministère et ce **avant la date indiquée**. Passé ce délai, la subvention sera définitivement perdue.

Le dossier à envoyer au ministère (janvier 2016) devra comporter les pièces suivantes :

Pour les associations

- Le dossier Cerfa n° 12156*03 rempli ;
- Les statuts régulièrement déclarés de l'association, en un seul exemplaire ;
- La liste des personnes chargées de l'administration de l'association régulièrement déclarée (composition du conseil, du bureau, ...) ;
- Un relevé d'identité bancaire, portant une adresse correspondant à celle du n° SIRET ;
- Si le dossier n'est pas signé par le représentant légal de l'association, le pouvoir donné par ce dernier au signataire ;
- Les comptes approuvés du dernier exercice clos ;
- Le rapport du commissaire aux comptes pour les associations qui en ont désigné un, notamment celles qui ont reçu annuellement plus de 153 000 euros de dons ou de subventions ;
- Le cas échéant, la référence de la publication sur le site internet des JO des documents ci-dessus. En ce cas, il n'est pas nécessaire de les joindre ;
- Une copie de la lettre d'acceptation du rapporteur général de la commission des finances de l'Assemblée nationale transmise par la députée.

Pour les collectivités

- La délibération du maître d'ouvrage précisant la nature de l'opération, décidant des travaux et de leur montant et sollicitant la subvention ;
- Le devis détaillé des travaux avec montant hors taxes du coût à prendre en compte pour le calcul de la subvention ;
- Un plan de financement faisant apparaître les autres subventions obtenues ;
- Une attestation récente de non-commencement des travaux ;
- La copie de la lettre d'acceptation du rapporteur général de la commission des finances de l'Assemblée nationale transmise par la députée.

Pour les collectivités, ce dossier aboutit, sous réserve d'acceptation, à la notification de mise à disposition des crédits par la préfecture. Les opérations subventionnées ne peuvent commencer avant cette notification, sauf, en cas d'urgence et sur demande expresse, avant l'envoi par le ministre d'un accusé de réception de la demande de subvention.